

Évreux, le 25 novembre 2019

Après lecture des déclarations liminaires de Solidaires Finances Publiques, de la CGT et de FO, le Président n'a, comme à son habitude, rien répondu.

Solidaires Finances Publiques est intervenu pour lui demander de répondre à nos questions sur le Nouveau Réseau de Proximité (NRP). Le Président signale qu'il figure bien à l'ordre du jour mais fait partie du point sur la spécialisation des trésoreries mixtes en Secteur Public Local (SPL). Pour plus de transparence, Solidaires Finances Publiques aurait souhaité que ce point figure à l'ordre du jour en tant que tel. Face à l'évidence : aucun point à l'ordre du jour sur le sujet, il a maintenu le fait que le NRP était bien à l'ordre du jour.

A notre demande, il a indiqué qu'il n'avait pas le retour du nombre de délibérations reçues et que toutes ne lui étaient pas parvenues... Enfin, il a indiqué qu'il n'a jamais envoyé de courrier pré-rédigé aux maires.

Les discussions ont ensuite porté sur l'ordre du jour.

1/ Approbation du procès verbal du Comité Technique Local du 03/09/2019

Le procès verbal a été adopté à l'unanimité.

2/ Résultat du sondage et choix des ponts naturels de l'année 2020.

Le résultat de l'enquête mené auprès des agents fait apparaître un avis majoritairement favorable pour les 22 mai et 13 juillet 2020.

Solidaires Finances Publiques a rappelé qu'il est opposé à cette manière déguisée d'imposer des jours de congés et a par conséquent, demander d'octroyer des autorisations d'absences pour ces journées. Ce que le Président s'est empressé de refuser.

Solidaires Finances Publiques s'est donc abstenu sur ce vote.

3/ Bilan du dispositif du Télétravail mis en place en 2019 et lancement de campagne 2020.

Au cours de l'année 2019, 34 demandes ont été formulées dont 24 acceptées, 9 refus et 1 annulation. Dans l'ensemble des différents type de service, il y a au moins un agent en télétravail, sauf en Service Impôts des Entreprises (SIE). A notre demande, la Direction a confirmé qu'aucun agent n'avait postulé dans ces services.

Solidaires Finances Publiques a demandé le détail des tâches confiées aux télétravailleurs, ainsi que les difficultés éventuellement rencontrées. La Direction nous a proposé de nous fournir un bilan plus approfondi courant 2020.

Quant à la campagne de télétravail 2020, elle commence aujourd'hui par la diffusion de la note départementale sur Ulysse 27. Une réunion d'information devra se tenir dans tous les services pour exposer les modalités de télétravail. Les candidatures seront centralisées jusqu'au 20 décembre 2019 et la réponse parviendra aux agents avant le 31 décembre 2019.

Le plafond de 10 % des agents du département n'existe plus à compter de 2020, le télétravail reste ouvert une journée par semaine et les conventions sont désormais à renouveler chaque année.

4/ Spécialisation des trésoreries mixtes au 1^{er} janvier 2020.

Concernant le NRP, le Président a indiqué qu'il est toujours en phase de concertation, que celle-ci n'avait pas de date butoir mais qu'il espérait une fin pour le 31 décembre 2019. Pour lui le débat porte aujourd'hui, en ce CTL, uniquement sur la spécialisation des trésoreries mixtes et pas sur le NRP. Cependant le Président a souhaité nous apporter les précisions suivantes : en 2020, il n'y aura pas de fermetures de services quel qu'ils soient, il n'y aura que des « opérations simples » d'où le choix de spécialisation de certaines trésoreries mixtes.

Quant à la fusion des Services de Publicité Foncière (SPF) la décision sera nationale et pour l'heure nous n'avons pas d'information sur la date de fusion.

Pour ce qui est du Service Départemental des Impôts Fonciers (SDIF), un groupe de travail sera constitué au premier trimestre 2020 et qui aura pour objectif de trouver la cible la plus pertinente.

Nous avons poursuivi avec le sujet à l'ordre du jour portant sur les spécialisations de Pacy/Eure (transfert de l'impôt au SIP d'Evreux), du Neubourg (transfert de l'impôt au SIP d'Evreux), de Gisors (transfert de l'impôt au SIP de Vernon), et du Roumois (transfert de l'impôt au SIP de Pont-Audemer).

Solidaires Finances Publiques a dénoncé les pratiques du Directeur avec véhémence. En effet, les documents présentés ne donnent aucune information quant aux conséquences de cette spécialisation pour les agents des services dont la mission est transférée et pour les services accueillants (pas d'informations sur les charges transférées, sur les opérations de transfert, sur l'organisation cible des services,...).

Seule information : aucun emploi ne sera transféré des trésoreries vers les SIP.

Par ailleurs, l'avis du CHS-CT ne sera recueilli que le 4 décembre prochain alors même que la décision sera prise ce jour.

Solidaires Finances Publiques a précisé qu'il refusera de siéger pour donner un alibi au directeur qui plus est en l'absence de documents de travail étayés.

Solidaires Finances Publiques a dénoncé la façon de faire du Directeur, qui justifie ces transferts par les mauvaises conditions de travail des agents dans les trésoreries alors qu'il en est à l'origine. De plus, comment expliquer que la trésorerie de Val de Reuil ne soit pas concernée ? Est-ce à dire que les conditions de travail sont bonnes ou est-ce une décision politique ?

Le Président a répondu que sur Val de Reuil, les conditions n'étaient pas réunies. En effet, les consignes gouvernementales prévoient que toute opération menée en 2020 doit être précédée de l'avis favorable du maire de la commune d'implantation du service.

Solidaires Finances Publiques a fait remarquer que la commune du Neubourg n'avait donné son avis favorable. Nous avons dénoncé de nouveau, la pratique du Directeur qui a pré rédigé un courrier à l'attention de Madame la Maire lui demandant de signer pour valider son accord au transfert de l'impôt. Solidaires Finances Publiques a donné lecture de la réponse de la Mairie du Neubourg mentionnant cette pratique scandaleuse et laissant au bon soin du DDFIP de transférer l'impôt. Devant les faits, le Directeur a continué à nier son implication. Nous sommes alors intervenus fermement en signifiant qu'on ne pouvait pas continuer avec un tel manque de transparence dans ce simulacre de dialogue social où le mensonge s'invite régulièrement.

Le directeur nous a bien signifié que la décision définitive du transfert de l'impôt revient aux Maires. Pour l'ensemble de ces raisons solidaires finances publiques a voté contre la spécialisation des trésoreries.

Nous sommes revenus sur le NRP, le Directeur irrité a haussé le ton en martelant qu'aucune décision n'était prise. Il a indiqué qu'une fois qu'elle le serait (normalement fin 2019), l'organisation du déploiement se fera principalement sur 2021 et 2022. Au premier trimestre 2020 sera décidé le plan de déploiement afin qu'il soit connu avant avril 2020 pour les mutations locales. Il a ajouté que la constitution du SDIF se ferait de manière progressive et qu'il n'y aurait pas forcément de « big-bang ». A propos du SDIF, les conditions sont réunies pour le constituer car lors de la dernière réunion-métier avec les agents et chefs de service, la question de sa création a été clairement posée et a reçu un avis majoritaire « pour ». Sur le reste du NRP, il a cependant ajouté, qu'il n'y aurait pas d'antenne ailleurs

qu'à Pont Audemer.

5/ Bilan des entretiens individuels.

Les entretiens se sont déroulés à Pont-Audemer (SIP, SIE, SPF), Vernon (SIE et trésorerie), Evreux (SDIF). Le service RH se rendra à Louviers le 29 novembre (SIP, trésorerie, SPF), puis aux Andelys le 9 décembre.

Ces entretiens se déroulent sur la base du volontariat. Ils ont pour objet de traiter de la situation personnelle des agents et de leur exposer les règles RH connues à ce jour. Ils sont confidentiels, non orientés et aucun jugement de valeur ne sera porté lors de ces entretiens ou même de ceux qui n'ont pas souhaité y participer.

Quatre-vingt agents ont déjà été reçus.

Il ressort globalement, un fort besoin d'accompagnement individualisé, des questions sur les nouvelles règles RH. A ce sujet, une tournée d'information aura lieu en janvier pour les mutations nationales et une deuxième tournée pour le mouvement local.

Un accompagnement pratique et personnalisé sera organisé avec les services BIL, RH et informatiques quand les réorganisations seront actées.

La question NRP est alors revenue sur le tapis. Le Président a indiqué qu'une antenne SIP-SIE sur le site de Pont-Audemer serait faisable. De plus, « Il y a tous les arguments pour qu'elle soit pérenne » Il entend par « pérenne » : la carte validée devrait rester la même jusqu'à 2026 à minima conformément aux décisions gouvernementales.

Solidaires Finances Publiques est intervenu auprès du Président pourquoi pas ne pas installer une antenne SIP et une antenne SIE. Il a répondu qu'il s'agissait d'une mesure de souplesse dans la gestion du personnel.

Enfin, il n'y aura pas d'antenne ailleurs pour des raisons de taille critique mais les décisions ne sont pas prises !!!!!!!!!!!!!

6/ Questions diverses.

- A la connaissance du Directeur, l'État s'est fixé une enveloppe de 5000 volontaires parmi les buralistes du territoire pour l'encaissement du numéraire. Environ 3000 ont à ce jour, déjà été validés. Quatorze départements seront préfigurateurs dans ce dispositif au premier semestre 2020, dont nous ne faisons pas partie.

- Les Maisons France Services labellisées au 1^{er} janvier 2020 dans le département sont les suivantes : Evreux la Madeleine, Gaillon, Rugles, Les Andelys, Etrépigny, Beaumont le Roger, La Trinité de Réville.

- A Gisors, les dégâts provoqués par l'inondation ne permettra pas la réintégration du site avant plusieurs mois malgré les sollicitations auprès du bailleur privé. En attendant le transfert des agents sur le site des Andelys est toujours d'actualité.

- Solidaires Finances Publiques a interpellé le président sur le portage des repas sur le site de Louviers, concernant la personne en situation de handicap. En effet, le secrétariat général refuse que cette solution de restauration soit mise en œuvre en même temps que les titres restaurant, ce qui ne permettra pas à cet agent de déjeuner dans les meilleures conditions. Le président s'est engagé à intervenir sur cette question.

Pour finir nous apprenons que la commune de Bourg-Achard s'est proposée pour la démétropolisation des services centraux. Un comité national tranchera le choix des sites retenus début 2020.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président a levé la séance à 12h00.

au Comité Technique Local